
Note du comité de rédaction

Perspective depuis les Cahiers d'Études africaines



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/30052>

DOI : 10.4000/etudesafriaines.30052

ISSN : 1777-5353

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 2020

Pagination : 237-240

ISBN : 978-2-7132-2828-5

ISSN : 0008-0055

Référence électronique

« Note du comité de rédaction », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], 238 | 2020, mis en ligne le 15 juin 2020, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/30052> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudesafriaines.30052>

© Cahiers d'Études africaines

Note du comité de rédaction

Perspective depuis les *Cahiers d'Études africaines*

Les *Cahiers d'Études africaines*, par la publication de l'éditorial commun des revues en lutte, se joignent à un mouvement de protestation contre des réformes conçues, rédigées et engagées sans concertation adéquate avec les partenaires sociaux et les collectifs professionnels concernés et qui visent à renforcer une gestion managériale de la recherche ayant pourtant déjà dégradé nos conditions de travail et nos perspectives de carrière — particulièrement pour les jeunes collègues. Aux réformes dénoncées dans l'éditorial commun, le comité des *Cahiers d'Études africaines* tient à ajouter le programme intitulé « Bienvenue en France » adopté en 2018 et mis en œuvre depuis la rentrée 2019. Ensemble de mesures destinées, selon les déclarations officielles, à favoriser l'attractivité de l'enseignement supérieur français et atteindre le chiffre d'un demi-million d'étudiants étrangers en 2027, « Bienvenue en France » a entraîné une hausse spectaculaire des frais d'inscription dans l'enseignement supérieur pour les ressortissants des pays non européens. Pour eux, les frais sont multipliés par plus de dix : 2 770 euros pour la licence (contre 170 euros pour les étudiants de l'Union Européenne) et 3 770 euros pour une formation en master ou en doctorat (contre 243 euros et 380 euros respectivement). L'impact de cette hausse a été sans commune mesure pour les étudiants originaires d'Afrique même si plusieurs universités publiques françaises ont tenté de mitiger cet impact par des exonérations des droits d'inscriptions en 2019, mais sans solution pérenne. Il importe de rappeler que, selon une étude récente menée par Campus France, 46 % des étudiants étrangers en France sont africains, ce qui représente un total de 72 042 individus en 2017-2018⁴. Entre 2012 et 2018, une importante progression des effectifs des étudiants africains issus de plusieurs pays du continent a été observée : l'Algérie et le Maroc sont en tête du classement et les étudiants de Côte d'Ivoire et de République du Congo

4. Campus France, 2019, < https://ressources.campusfrance.org/publications/chiffres_cles/fr/chiffres_cles_2019_fr.pdf >.

sont respectivement 80 % et 45 % de plus en 2017-2018 qu'en 2012-2013. Ces étudiants sont plus nombreux dans les universités (76 %) que dans les écoles de commerce, de vente et de gestion ou les écoles d'ingénieurs, optant majoritairement pour les sciences exactes et les disciplines économiques. Cherchant à accéder à un enseignement supérieur de meilleure qualité, dans un contexte où la plupart des universités africaines peinent, pour diverses raisons, à atteindre les standards éducatifs internationaux, les étudiants africains sont nombreux à faire le choix de la mobilité, ceci au prix d'importants efforts financiers et humains. Et ce phénomène n'est pas nouveau : l'UNESCO notait déjà en 2006⁵ que les étudiants africains étaient, tous pays compris, les « champions de la mobilité ». Le coût effarant des droits d'inscription pour les étudiants non européens qu'impose le programme « Bienvenue en France » paraît, dans ce contexte, non seulement bafouer les principes d'une université publique française ouverte, émancipatrice et internationale, mais être aveugle aux asymétries financières et académiques entre le Nord et le Sud et à la nécessité de les abolir. Après des décennies d'ouverture permettant leur circulation et le soutien financier à leur formation universitaire, les étudiants africains paraissent toujours plus être traités comme « d'indésirables ressortissants de pays à fort “risque migratoire” »⁶. Avec « Bienvenue en France », les échanges éducatifs et intellectuels entre l'Afrique et la France sont affaiblis, voire menacés. Les *Cahiers d'Études africaines* s'en alarment.

Si notre revue se joint au mouvement des revues en lutte, c'est également parce qu'elle est un espace de production et de diffusion de savoirs qui s'adosse à toute une chaîne d'agents publics formés et qualifiés, employés ou bénévoles — auteur.e.s, secrétaires de rédaction, chargé.e.s d'édition, traducteur.trice.s, chercheur.e.s, membres du comité de rédaction, etc. — engagé.e.s à faire vivre une économie de la connaissance sur l'Afrique. Cet engagement tient tout d'abord au fait qu'il est crucial de partager un savoir complexe sur l'Afrique, dans sa grande diversité, non seulement pour lutter contre les préjugés tenaces attachés à cette aire culturelle, mais aussi pour rendre compte avec rigueur empirique et exigence théorique des phénomènes sociaux, politiques et économiques qui l'affectent, par le passé et dans le présent.

5. UNESCO, *Recueil mondial de données sur l'éducation*, 2006.

6. A. DOQUET & C. BROQUA, « Formaliser la réflexion sur les relations académiques franco-africaines », numéro spécial « Relations France-Afrique dans les mondes académiques », *Histoire de la recherche contemporaine*, VIII (2), 2020, pp. 122-125 ; lire en particulier dans ce numéro l'article de J.-Y. BLUM LE COAT, « Diplômés de France au Congo-Brazzaville et relations universitaires franco-congolaises (1960-2005) : une étude de cas de la construction et de la rupture du lien singulier franco-africain », numéro spécial « Relations France-Afrique dans les mondes académiques », *Histoire de la recherche contemporaine*, VIII (2), 2020, pp. 147-159.

Histoire, géographie, anthropologie, science politique, littérature, pour ne citer que ces disciplines, sont au cœur d'une revue pour qui la pluridisciplinarité est gage de diffusion de connaissances diversifiées. Par ailleurs, les *Cahiers d'Études africaines* ne sont pas le lieu des études africaines françaises mais celui d'études africaines mondialisées. Dans ses pages sont publié.e.s, en français et en anglais, des auteur.e.s dont les articles sont sélectionnés sur la base de critères reconnus internationalement de rigueur scientifique, après un processus d'évaluation collégial et discuté, et non sur la base de leur institution d'appartenance. En 2018, 27 % de nos articles sont parus en langue anglaise et 37 auteur.e.s sur les 40 auteur.e.s publié.e.s n'étaient pas de l'EHESS — avec des ratios comparables en 2019. Ces dernières années, la revue a été toujours plus attentive à publier les articles des collègues africain.e.s afin de leur offrir l'opportunité de partager leurs réflexions sur des thèmes nouveaux ou revisités, d'offrir des points de vue alternatifs, de poser de nouvelles questions, de proposer des analyses ou des interprétations inédites, de lancer des controverses, etc., grâce auxquels s'étoffent ou se renouvellent les études sur l'Afrique. Par ailleurs, comme tou.te.s les autres enseignant.e.s et chercheur.e.s du monde, et dès le doctorat, l'évaluation de nos collègues africain.e.s repose sur le décompte des articles publiés dans les revues universitaires. Sans adhérer à cette logique bibliométrique, managériale et concurrentielle de la production scientifique, notre revue est consciente des conséquences que peuvent avoir sur la carrière des collègues (accès à un emploi, capacité d'avancement, niveau de salaire, réputation, etc.) le nombre de travaux qu'ils-elles publient et le prestige des revues où leurs articles paraissent. Dans la lignée de l'éditorial des revues en lutte, les *Cahiers d'Études africaines* défendent le modèle français actuel de la recherche qui permet de maintenir notre exigence de partage élargi des savoirs produits sur l'Afrique et notre volonté de publier des travaux venus de tous horizons, contribuant ainsi à une meilleure représentation du champ internationalisé des études africaines et au rééquilibrage des inégalités épistémiques et académiques à l'échelle globale.



L'éditorial commun des revues en lutte a été rédigé par un collectif le 12 février 2020, suite au rassemblement de plus de cent revues, mobilisées de diverses façons. C'est à ce moment que le présent numéro des *Cahiers* entrait en préparation et c'est dans ce contexte qu'a été rédigée cette note additionnelle du comité de rédaction. Avec la survenue de la pandémie globale du COVID 19, la chaîne de production est arrêtée, et nous ignorons à ce jour de finalisation

des épreuves (1^{er} avril 2020) à quelle échéance et de quelle façon l'activité pourra reprendre et à quelle date effective ce numéro sortira. Les luttes d'hier ne devront pas être oubliées parmi les enjeux de la reconstruction qui sera menée à tous les niveaux économiques, sociaux et institutionnels. La probable imposition de réformes justifiées par l'état d'urgence et des législations d'exception appelle notre vigilance afin d'en contrer les effets les plus inégalitaires. L'exercice d'une pensée critique librement exprimée et diffusée sera plus que jamais de mise. Les vues exprimées dans l'édito commun et dans cette note restent donc pleinement d'actualité.